

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 7 juin à 19 h

6-482

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

**CONVENTION AVEC L'AGENCE
D'URBANISME DE LA REGION
STEPHANOISE, EPURES**

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 23 membres présents, à savoir :

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20220607-6-482-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2022

Affichage : 09/06/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Maire,

Serge PERCET

1	Serge PERCET	16	Sandra LIEBART
2	Marie-Antoinette BENY	17	Jean-Claude CLOUPET
3	Georges ROCHETTE	18	Hélène TISSOT
4	Marie-Anne MALECOT	19	Jacinto RODRIGUES
5	Robert DEVOUCOUX	20	Erycka VACHERON
6	Marie-Odile MOULAGER	21	Claude NIGON
7	Claude GERBAUD	22	Martine CHAVAGNEUX
8	Dominique AVRIL	23	Jean-Yves KNECHT
9	Jean ESPEJO	24	Jacqueline DUMILLIER
10	Sylvie LAFFONT	25	Philippe MIKHAILOFF
11	Thomas CHABANNES	26	Yvette MORETTON
12	Marie REVOLIER	27	Christophe DANTAN
13	Sylvain MARCHAND	28	Cécile DE LAGET
14	Claudie GAURIAT	29	Christel GIRAUD
15	Maxime MOULIN		

Etaient présent(e)s : Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Anne MALECOT, Robert DEVOUCOUX, Marie-Odile MOULAGER, Claude GERBAUD, Jean ESPEJO, Sylvie LAFFONT, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Claudie GAURIAT, Jean-Claude CLOUPET, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jean-Yves KNECHT, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD.

Absent(e)s avec procuration : Thomas CHABANNES (pouvoir Claude GERBAUD), Maxime MOULIN (pouvoir Marie-Antoinette BENY), Jacqueline DUMILLIER (pouvoir Serge PERCET), Cécile DE LAGET (pouvoir Yvette MORETTON).

Absent(e) excusé(e) : Dominique AVRIL, Sandra LIEBART

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Sylvain MARCHAND

6-482 – Convention avec l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise, EPURES

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver une convention avec l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise, Epures.

Il rappelle le rôle de l'Agence d'urbanisme dont la communauté est adhérente.

L'objet de la mission des Agences d'urbanisme est défini par l'article L 132-6 (anc. L.121-3) du Code de l'urbanisme :

« -suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;

-participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planifications qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;

-préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;

-contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils de développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaines ;.... »

Il explique que le Conseil d'Administration de l'Agence d'urbanisme, dans le cadre des missions définies par l'article L 132-6 du Code de l'urbanisme, définit et approuve chaque année un programme partenarial d'activités mutualisé, pour lequel il sollicite de ses différents membres, une subvention.

Pour rappel, deux documents ont été signés avec l'Agence d'urbanisme :

- la charte partenariale qui pose les principes du partenariat
- la convention cadre qui organise le partenariat sur la durée ;

Ces deux documents ne sont approuvés qu'une seule fois puisque valables tant que l'adhésion à l'agence d'urbanisme perdure

Pour l'année 2022, il est demandé de valider un avenant financier qui détermine le montant de la subvention annuelle au-delà de la cotisation, en fonction de l'intérêt que la Commune porte au programme partenarial 2022.

Monsieur le Maire présente les documents et indique que la subvention de la commune à l'Agence d'urbanisme, s'élève à 1 845 €.

Où et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve l'avenant financier avec l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise,
- Autorise Monsieur le Maire à signer ce document.

Fait à Montrond-les-Bains, le 8 juin 2022

Le Maire,

Serge PERCET.





AVENANT FINANCIER 2022

Epures – Commune de Montrond-les-Bains

ENTRE

La commune de Montrond-les-Bains
Place du Général de Gaulle
BP11
42210 Montrond-les-Bains

Représentée par son Maire, Serge PERCET

ET

Epures, l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise
CS 40801 – Le Polygone
46, rue de la Télématicque
42952 Saint-Etienne cedex 1

représentée par son président, Jean-Pierre BERGER

Conformément à la convention cadre établie entre la commune de Montrond-les-Bains et l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise, le présent avenant fixe le montant de la subvention que la commune de Montrond-les-Bains versera à l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise en 2022 pour la réalisation de son programme d'activités partenarial, en plus de la cotisation définie annuellement par le Conseil d'administration d'epures.

Montant de la subvention complémentaire à la cotisation et modalités de règlement

Le montant de la subvention de la commune de Montrond-les-Bains est déterminé en fonction de l'intérêt porté au programme partenarial d'activités mutualisé 2022 de l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise, arrêté par son Conseil d'administration.

Ainsi la commune de Montrond-les-Bains versera à l'Agence d'urbanisme de la région stéphanoise :

- une subvention de **1 845 € (mille-huit-cent-quarante-cinq euros)**, à laquelle s'ajoute le montant de la cotisation annuelle.
- le règlement se fera au 31 octobre 2022

par un virement au compte ouvert au Crédit Mutuel de La Talaudière sous le numéro :
IBAN FR76 1027 8073 7200 0201 0510 141
BIC : CMCIFR2A41

Fait à Saint-Etienne, le _____

Pour la commune de
Montrond-les-Bains

Le Maire
Serge PERCET

Pour l'Agence d'urbanisme de
la région stéphanoise

Le Président
Jean-Pierre BERGER



ACCOMPAGNEMENT DE LA COMMUNE DE MONTROND-LES-BAINS POUR UN DOSSIER DE DECLARATION DE PROJET

Programme d'étude

2022-2023

1- Contexte et objectifs

Le PLU de la commune de Montrond-les-Bains a été approuvé le 21 mai 2019.

La commune a été contacté par un porteur de projet pour la création d'un parc photovoltaïque. Le projet aurait vocation à s'implanter à l'ouest de la rue des Sagnes sur des terrains appartenant à la collectivité et pourvu d'un transformateur EDF. Une évolution du PLU sera nécessaire afin de pouvoir accueillir ce projet.

La procédure qui semble la plus adaptée à ce jour est la déclaration de projet. La déclaration de projet est une procédure permettant de mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec **un projet qui revêt un caractère d'intérêt général**.

Il s'agira d'accompagner la commune de Montrond-les-Bains dans sa démarche de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

En parallèle la commune de Montrond-les-Bains a sollicité l'agence pour modifier les pièces du PLU suite à la réalisation d'une modification simplifiée en régie interne à la commune. Ces éléments seront modifiés sur l'année 2022.

2- Contenu/Méthode et production attendue

Etant donné que la mission a été amorcée en 2021 (rencontre avec certaines personnes publiques associées, rencontre avec le porteur de projet photovoltaïque, échanges avec la commune), la mission sur 2022 et 2023 se concentrera sur la confection des dossiers techniques (dossier de déclaration d'intérêt collectif et dossier de modification du PLU).

Epures constituera les éléments nécessaires à la déclaration de projet et à sa mise en forme, à savoir :

- un dossier qui justifie du caractère d'intérêt général du projet (sur la base des éléments fournis par le porteur de projet)

- un rapport de présentation exposant le projet et les dispositions de mise en compatibilité du PLU
- la modification des pièces du PLU en conséquences.

Outre l'élaboration du dossier de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU décrite ci-dessus, la mission consistera à :

- conseiller la commune dans la définition de son projet et sa traduction réglementaire,
- participer et/ou animer 3 réunions et rédiger les comptes rendus (visés et diffusés par la collectivité) :
 - 1 réunion d'échange avec les PPA en accompagnement du porteur de projet photovoltaïque,
 - 1 réunion de travail : pour définir les éléments du PLU à mettre en compatibilité et analyser l'impact du projet sur le site,
 - 1 réunion d'examen conjoint du dossier avec les personnes publiques associées, obligatoire dans le cadre d'une déclaration de projet.
- assister la collectivité dans le déroulement de la procédure,

L'enquête publique sera menée conjointement à celle relative au projet photovoltaïque, début 2023. A l'issue de l'enquête, epures assurera 1 réunion d'analyse des avis issus de l'enquête et les modifications à apporter au dossier.

3- Organisation et gouvernance

La mission sera conduite au sein d'une commission de travail, comprenant les représentants de la collectivité, réunie à l'initiative du Maire.

L'organisation de l'enquête publique en 2023 est à la charge de la collectivité.

Le bon déroulement de cette mission repose sur la transmission d'éléments de la part de la commune et du porteur de projet qui soient précis, claires, facilement appropriables afin qu'ils soient déclinés dans le dossier de déclaration de projet. **Tout changement dans le projet est susceptible d'impacter les délais, le contenu de la mission et son coût.**

4- Calendrier de la mission

La mission sera conduite sur les années 2022 et 2023.

5- Estimation de la mission

La mission est évaluée à :

- 6 jours pour l'année 2022 soit 3690 €,

- 7 jours pour l'année 2023 soit 4305 €.

Le nombre de jours nécessaire à la bonne conduite de cette mission pourra être ré évalué au fur et à mesure de l'avancement du dossier en particulier en 2023 suivant la quantité des remarques lors de l'enquête publique et des arbitrages politiques.

Cette mission est inscrite au programme partenarial 2022 de l'agence. La commune versera de ce fait une subvention au titre de sa participation au programme partenarial mutualisé d'épures dont elle est membre.